

ereignete, so kann nicht zweifelhaft sein, daß hier ein Selbstverschulden des Verletzten nicht vorliegt. Denn: Es war gewiß die Pflicht des Klägers, dafür zu sorgen, daß die Kisten, deren Verladung noch nicht stattgefunden hatte, noch mit dem zur Abfahrt bereit stehenden Schaffhausenzug spedirt werden; zu diesem Zwecke aber mußte er mit größter Eile vorgehen, wie er denn auch selbstverständlich zu Ueberschreitung der Fahrgeleise genöthigt war. Das Heranfahren eines Rangirzuges auf dem ersten Geleise konnte Kläger vor seinem Heraustrreten auf das Geleise, angesichts der Menschenansammlung auf dem Perron, sehr leicht übersehen und ebenso, bei dem im Bahnhofe herrschenden Getöse, den, überdem wahrscheinlich unmittelbar vor dem Unfall nicht wiederholten, Warnungsruf des Portiers überhören oder unrichtig deuten. Ferner war es durchaus natürlich und begreiflich, daß Kläger seine Aufmerksamkeit in erster Linie derjenigen Richtung zuwandte, von welcher her die Güter, welche er noch zum Transporte abzuliefern hatte, ihm nachgebracht werden sollten, um so mehr, als ja auch von dorthier ein Rangirzug herannahen konnte. Angesichts aller dieser Verhältnisse, sowie angesichts des Umstandes, daß Kläger ohne Zweifel in Folge der Hast, mit welcher er handeln mußte, aufgereggt und zugleich durch seine anstrengende, fortgesetzte Aufmerksamkeit erfordernde Arbeit in gewissem Maße abgespannt war, kann gewiß darin, daß er vor dem Betreten des Geleises nicht erst noch Halt machte und sich umdrehte, um sich zu versichern, ob nicht ein Rangirzug von der entgegengesetzten Seite herannahen, ein zurechenbares Verschulden nicht gefunden werden.

4. Die Klage ist somit im Prinzipie gutzuheißen und kann es sich nur noch um die Festsetzung des Quantitativen der Entschädigung handeln. Auf die eventuellen Beweisansprüche der Beklagten nämlich kann offenbar angesichts des Ausgeführten, sowie angesichts des Art. 30 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege überall nichts ankommen.

5. Auch in quantitativer Beziehung nun aber ist die zweitinstanzliche Entscheidung einfach zu bestätigen. Denn: Dieselbe beruht auf der Erwägung, daß Kläger, welcher seinen Erwerb wesentlich durch Handarbeit suchen müsse, durch den Verlust des

rechten Armes in seiner Erwerbsfähigkeit mindestens um zwei Drittheile geschmälert werde, so daß er einen jährlichen Einkommensausfall von 912 Fr. auf Lebenszeit erleide; nach den Grundsätzen der Rentenanstalten aber sei, bei dem Alter des Klägers, zum Erwerbe einer Rente von diesem Betrage ein die klägerische Forderung von 12,000 Fr. nicht unerheblich übersteigendes Kapital erforderlich und es müsse mithin die klägerische Forderung in ihrem ganzen Umfange gutgeheißen werden. Diese Aufstellungen beruhen aber auf richtiger Anwendung der gesetzlichen Grundsätze auf den festgestellten Thatbestand und es hat auch die Beklagte dagegen etwas erhebliches nicht vorzubringen vermocht.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Das Urtheil der Appellationskammer des Obergerichtes des Kantons Zürich vom 30. September 1882 ist in allen Theilen bestätigt.

---

108. *Arrêt du 25 Novembre 1882, dans la cause Bertero contre la Compagnie des chemins de fer Jura-Berne-Lucerne.*

Baptiste Bertero, de Villa Castelnovo (Italie), âgé de 34 ans, a été employé en qualité d'homme d'équipe, dès 1874 à 1881, par les Compagnies du Jura-Industriel et du Jura-Berne-Lucerne. Stationné d'abord à Neuchâtel, puis au Locle et enfin à la Chaux-de-Fonds, il était préposé au nettoyage et à l'éclairage des wagons: son salaire annuel s'élevait à environ 1350 fr. Bertero prétend avoir fait une chute grave, le 27 Octobre 1877, alors qu'il était occupé, sur le toit des wagons de la Compagnie en gare à Neuchâtel, au nettoyage de ces voitures.

Le recourant allègue avoir fait une seconde chute pendant son service, le 18 janvier 1881, à la gare de la Chaux-de-Fonds, entre 10 et 11 heures du soir. Il résulte de la déclaration du sieur Léon Caille que ce témoin a en effet entendu,

au jour et à l'heure sus indiqués, tomber quelque chose d'une voiture, et que, s'étant approché, il constata que le sieur Bertero venait de choir du marchepied d'un wagon de 3<sup>e</sup> classe.

Les conséquences de la première chute se traduisirent d'abord, selon le recourant, sous forme d'une hernie inguinale au côté gauche, et la seconde chute aggrava sensiblement l'état de Bertero, qui serait actuellement, en raison de ce double accident, incapable d'exercer un métier pénible ou de faire quelque travail suivi où il faille être debout.

Par lettre du 3 mai 1884, la direction du Jura-Berne-Lucerne refuse de prendre en considération les demandes d'indemnité que Bertero lui avait adressées, en lui allouant toutefois un secours de 80 fr. à titre gracieux et par des motifs de charité.

C'est fondé sur ces faits que Bertero a ouvert action, le 30 mai 1884, à la Compagnie du Jura-Berne-Lucerne, devant le Tribunal civil de la Chaux-de-Fonds, concluant à ce qu'il lui plaise condamner la dite compagnie, 1<sup>o</sup> à payer au demandeur une somme principale de 6000 fr., ou ce que justice connaîtra, à titre d'indemnité; 2<sup>o</sup> à payer en outre les intérêts de la dite somme au 5% dès l'introduction de la demande.

A l'appui de ces conclusions, le demandeur invoque les dispositions du code civil concernant la réparation des dommages causés, ainsi que les art. 1, 2, 5, 6, 11 et 12 de la loi fédérale du 1<sup>er</sup> Juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer en cas d'accidents.

Dans sa réponse, la Compagnie du Jura-Berne-Lucerne conclut à ce que le demandeur soit débouté des fins de son action par les motifs ci-après :

Il y a, en tout cas, prescription en ce qui touche le premier accident.

Quant au second, il n'a point empêché Bertero de continuer son service : le demandeur ne s'est porté malade que lorsque son chef lui a infligé une punition disciplinaire : il a simulé une maladie, et son renvoi du service est le motif de

sa demande en indemnité. D'ailleurs l'accident dont Bertero aurait été la victime ne rentre point dans la catégorie de ceux arrivés « dans l'exploitation, » auxquels seuls l'art. 2 de la loi fédérale précitée est applicable.

Deux expertises médicales ont eu lieu en la cause : il résulte de toutes deux, d'abord que Bertero n'est pas affecté d'une hernie inguinale, puis qu'il n'est point prouvé que le boitement dont le demandeur est affecté soit en relation avec les chutes qu'il a faites. « Cette question, » ajoute le rapport des professeurs Lichtheim et Dubois, à Berne, « ne peut être résolue que par un examen suivi. Dans ce » but il serait désirable que Bertero puisse faire un séjour » d'une quinzaine de jours dans un hôpital approprié, et » examiné avec le concours d'un chirurgien spécialiste. »

Par décision du 2 mars 1882, le président du Tribunal de la Chaux-de-Fonds a écarté, comme contraire à la loi neuchâteloise, la demande de Bertero, tendant à ce qu'une nouvelle et troisième expertise ait lieu en la cause.

Statuant par jugement du 29 Août 1882, le Tribunal de la Chaux-de-Fonds a repoussé la demande de Bertero, estimant cette réclamation prescrite en ce qui concerne le premier accident allégué, et non justifiée en ce qui a trait au second, puisque l'existence des maux dont se plaint le demandeur n'a pas même pu être établie.

Par arrêt du 12 Octobre 1882, la Cour d'appel de Neuchâtel a confirmé la sentence des premiers juges, par les mêmes motifs; cet arrêt admet en outre qu'il n'est pas établi que l'accident dont Bertero se plaint soit de ceux dont les compagnies de chemins de fer doivent réparation, puisqu'il n'est point prouvé qu'il se soit produit dans l'exploitation de la ligne.

Dans sa plaidoirie de ce jour, le conseil du recourant, tout en concluant à l'admission du recours, requiert préliminairement qu'en faisant usage de la disposition de l'art. 30, dernier alinéa, de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, — le Tribunal fédéral veuille faire compléter les actes du dossier en statuant que, dans le but de constater l'état de

maladie de Bertero et ses causes, celui-ci soit soumis pendant une quinzaine à l'examen d'un spécialiste.

*Statuant sur ces faits et considérant en droit :*

1° A teneur de l'art. 30 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, que le recourant invoque à l'appui de sa réquisition préliminaire, le Tribunal fédéral ne peut faire compléter les actes du dossier par les instances cantonales que lorsque celles-ci n'auraient pas admis la preuve de faits contestés de nature à exercer une influence prépondérante sur le jugement à rendre.

Or dans l'espèce il est évident que si, ainsi que l'arrêt dont est recours l'a admis, les accidents dont Bertero a été la victime ne sont pas de nature à entraîner la responsabilité de la Compagnie, — et cela soit parce que l'action en indemnité du recourant est prescrite, soit par le fait que les dits accidents ne sont pas survenus dans l'exploitation, — la demande doit être en tout cas repoussée, quel que puisse être le résultat du complément d'expertise requis.

2° L'action en indemnité ouverte par Bertero est, d'abord, irrecevable en tant que fondée sur le premier accident allégué par le recourant, soit sur la chute qu'il aurait faite le 23 Octobre 1877.

L'art. 10 de la loi fédérale du 1<sup>er</sup> Juillet 1875 sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer en cas d'accident statue en effet que les actions en indemnité reconnues par cette loi sont prescrites après deux ans, à partir du jour où a été causée la mort, la blessure, la destruction, l'avarie ou la perte, et que cette prescription est interrompue non seulement par l'ouverture de l'action, mais aussi par la présentation de la réclamation écrite à la direction de l'entreprise.

La première réclamation de Bertero à la Compagnie a été formulée, ainsi qu'il le reconnaît lui-même, par lettre du 26 Février 1881 à M. le directeur Jolissaint, soit plus de trois ans après l'accident. Toute prétention du recourant, fondée sur le dit accident, est dès lors prescrite et inadmissible, à teneur des dispositions de l'art. 10 sus-visé.

3° La demande n'est pas plus justifiée en tant que basée sur la chute faite par le recourant dans la nuit du 18 au 19 Janvier 1881.

Pour que la Compagnie défenderesse encoure la responsabilité de cet accident, l'art. 2 de la loi du 1<sup>er</sup> Juillet précitée exige que le dommage qui en est résulté soit survenu *dans l'exploitation* du chemin de fer.

Ainsi que le Tribunal fédéral l'a admis dans son arrêt du 27 Avril 1878 en la cause Chaubert contre Suisse-Occidentale, et depuis à diverses reprises, la disposition exceptionnelle de l'art. 2 sus-rappelé, qui fait peser sur les entreprises de chemins de fer une présomption de responsabilité, n'est applicable qu'aux accidents occasionnés par l'action particulièrement dangereuse des forces et moyens spéciaux que ces entreprises mettent en œuvre, et non à ceux qui se sont produits en l'absence de toute corrélation avec ces causes de péril.

Or des travaux de simple nettoyage, tels que ceux auxquels se livrait le recourant le 18 Janvier 1881, ne sauraient être assimilés à des opérations d'exploitation de la ligne, dans le sens de l'art. 2 ci-dessus. Ce travail de nettoyage, exécuté de nuit, en dehors des heures d'arrivée ou de départ des trains, dans des wagons stationnés en gare, ne présentait rien de spécialement périlleux, et ne se trouvait en aucune façon exposé à l'action particulièrement dangereuse des forces mises en jeu par l'exploitation d'une entreprise de transport par chemins de fer.

La circonstance que l'accident est survenu pendant le service du recourant, ne saurait aucunement, à elle seule, le faire considérer comme s'étant produit « dans l'exploitation » au sens attaché par la loi à ce terme. (Comp. Eger, Reichshaftpflichtgesetz, II<sup>e</sup> édit. pag. 26.)

La demande de Bertero devant être ainsi définitivement écartée, il est sans intérêt de rechercher jusqu'à quel point l'état de maladie dont se plaint le recourant est la conséquence des accidents sus-mentionnés.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral  
prononce :

Le recours est écarté comme mal fondé, et l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Neuchâtel, le 12 Octobre 1882, maintenu tant sur le fond que sur les dépens.

---

109. Urtheil vom 1./2. Dezember 1882 in Sachen  
Wittwe Stricker gegen Vereinigte Schweizerbahnen.

A. Durch Urtheil vom 3./4. Oktober 1882 hat das Kantonsgericht von St. Gallen erkannt :

1. Die beklagliche Bahnverwaltung ist pflichtig, der Klägerin 15,501 Fr. sammt Zins zu 5 % vom 31. Dezember 1879 an zu bezahlen.

2. Die Beklagte hat die Gerichtsgebühr von 80 Fr., der Kanzlei 13 Fr., dem Weibel 2 Fr., zu bezahlen und die Klägerin mit 440 Fr. außerrechtlich zu entschädigen.

B. Gegen dieses Urtheil erklärte die Klägerin, und, mit Rücksicht auf den Rekurs der Klägerin, auch die Beklagte die Weiterziehung an das Bundesgericht.

C. Bei der heutigen Verhandlung hält der Vertreter der Klägerin den vor den kantonalen Instanzen gestellten Antrag aufrecht, welcher dahin geht: die Beklagte sei schuldig, an die Klägerin 20,501 Fr. nebst Zins zu 5 % vom 31. Dezember 1879 an zu bezahlen unter Kostenfolge; dabei wird die Erklärung abgegeben, daß die durch den beklaglichen Anwalt an den frühern Anwalt der Klägerin für Rechnung der letztern erweislich geleisteten Abschlagszahlungen in Abrechnung fallen sollen. In Begründung seines Antrages bezieht sich der Anwalt der Klägerin zunächst auf Art. 7 des Bundesgesetzes betreffend die Haftpflicht der Eisenbahnen u. s. w. vom 1. Juni 1875, indem er ausführt, der Unfall sei durch eine von der beklagten Transportanstalt zu vertretende grobe Fahrlässigkeit verursacht worden; er fügt indeß bei: nach ihrer Ueberzeugung fordere die Klägerin nicht mehr, als der von ihr erlittene materielle

Schaden betrage; im Gegentheil, sie bleibe mit ihrer Forderung eher unter dem Betrage des wirklichen Schadens. Nichtsdestoweniger begründe sie ihren Anspruch in erster Linie auf grobe Fahrlässigkeit, beziehungsweise auf den Art. 7 cit., nicht in der Meinung, daß sie etwas verlange, was nur nach Art. 7 cit. verlangt werden könnte, wohl aber deshalb, weil nach Art. 7 cit. das Ermessen des Richters in Bestimmung der Entschädigungssumme ein freieres sei, als nach Art. 5 leg. cit.

Der Vertreter der Beklagten beantragt unter eingehender Begründung: es sei die der Klägerin zweitinstanzlich zugesprochene Entschädigung angemessen zu reduzieren, unter Kosten- und Entschädigungsfolge, indem er bemerkt: die auf 501 Fr. sich belaufende Rechnung der Klägerin für Begräbniskosten, verdorbene Kleider, verlorenes Geld u. s. w. erkenne die Beklagte an; ebenso erkenne sie, wie sie schon vor den kantonalen Instanzen erklärt habe, grundsätzlich ihre Verantwortlichkeit gegenüber der Klägerin für den der letztern durch den Unfall erwachsenen vermögensrechtlichen Schaden im Sinne des Art. 5 des Haftpflichtgesetzes an. Dagegen bestreite sie auf's Bestimmteste, die Anwendbarkeit des Art. 7 des Haftpflichtgesetzes, beziehungsweise das Vorhandensein einer von ihr zu vertretenden groben Fahrlässigkeit und verlange richterliche Feststellung der der Klägerin gebührenden Entschädigungssumme.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

1. Der beschleunigte Zug Nr. 9 der Vereinigten Schweizerbahnen, welcher um 8 Uhr 16 M. Vormittags von Winterthur abgeht, war am 31. Dezember 1879 verspätet auf der Station Uzwyl eingetroffen; da der demselben vorgespannten Maschine „Galanda“ der Dampf ausgegangen war, so konnte der Zug nicht weiter fahren und es wurde bei der Bahnhofinspektion St. Gallen telegraphisch eine Hülfsmaschine requirirt. Als solche wurde die einzige in St. Gallen für den Reservendienst verfügbare Maschine „Silvretta“, eine schwere (Bierkuppler-) Maschine, welche regelmäßig für den Dienst auf der Bergstrecke St. Gallen-Rorschach bestimmt ist, sofort abgesandt; dieselbe wurde von dem Lokomotivführer Johann Kleni und dem Heizer Rastian Wildhaber bedient und wurde auch von dem Bahnhof-